

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 75

A. TITEL

*Herziene Akte houdende wijziging van het Internationaal Verdrag
tot bescherming van kweekprodukten;
Genève, 23 oktober 1978*

B. TEKST ¹⁾**Convention internationale pour la protection des obtentions végétales
du 2 décembre 1961 révisée à Genève le 10 novembre 1972
et le 23 octobre 1978**

Les Parties Contractantes,

Considérant que la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 modifiée par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972 s'est avérée un instrument de valeur pour la coopération internationale en matière de protection du droit des obtenteurs;

Réaffirmant les principes figurant dans le préambule de la Convention, selon lesquels:

a) elles sont convaincues de l'importance que revêt la protection des obtentions végétales tant pour le développement de l'agriculture sur leur territoire que pour la sauvegarde des intérêts des obtenteurs,

b) elles sont conscientes des problèmes particuliers que soulèvent la reconnaissance et la protection du droit de l'obteneur et notamment des limitations que peuvent imposer au libre exercice d'un tel droit les exigences de l'intérêt public,

c) elles considèrent qu'il est hautement souhaitable que ces problèmes auxquels de très nombreux Etats accordent une légitime importance soient résolus par chacun d'eux conformément à des principes uniformes et clairement définis;

Considérant que le concept de la protection des droits des obtenteurs a pris une grande importance dans beaucoup d'Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention;

Considérant que certaines modifications dans la Convention sont nécessaires pour faciliter l'adhésion de ces Etats à l'Union;

Considérant que certaines dispositions concernant l'administration de l'Union créée par la Convention doivent être amendées à la lumière de l'expérience;

Considérant que la meilleure façon d'atteindre ces objectifs est de reviser à nouveau la Convention;

Sont convenues de ce qui suit:

¹⁾ De Duitse tekst is niet afgedrukt.

**International Convention for the protection of new varieties of plants
of December 2, 1961, as revised at Geneva on November 10, 1972,
and on October 23, 1978**

The Contracting Parties,

Considering that the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, amended by the Additional Act of November 10, 1972, has proved a valuable instrument for international cooperation in the field of the protection of the rights of the breeders,

Reaffirming the principles contained in the Preamble to the Convention to the effect that:

(a) they are convinced of the importance attaching to the protection of new varieties of plants not only for the development of agriculture in their territory but also for safeguarding the interests of breeders,

(b) they are conscious of the special problems arising from the recognition and protection of the rights of breeders and particularly of the limitations that the requirements of the public interest may impose on the free exercise of such a right,

(c) they deem it highly desirable that these problems, to which very many States rightly attach importance, should be resolved by each of them in accordance with uniform and clearly defined principles,

Considering that the idea of protecting the rights of breeders has gained general acceptance in many States which have not yet acceded to the Convention,

Considering that certain amendments in the Convention are necessary in order to facilitate the joining of the Union by these States,

Considering that some provisions concerning the administration of the Union created by the Convention require amendment in the light of experience,

Considering that these objectives may be best achieved by a new revision of the Convention,

Have agreed as follows:

Article premier

Objet de la Convention; constitution d'une Union; siège de l'Union

1) La présente Convention a pour objet de reconnaître et d'assurer un droit à l'obtenteur d'une variété végétale nouvelle ou à son ayant cause (désigné ci-après par l'expression „l'obtenteur”) dans des conditions définies ci-après.

2) Les Etats parties à la présente Convention (ci-après dénommés „Etats de l'Union”) constituent entre eux une Union pour la protection des obtentions végétales.

3) Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Genève.

Article 2

Formes de protection

1) Chaque Etat de l'Union peut reconnaître le droit de l'obtenteur prévu par la présente Convention par l'octroi d'un titre de protection particulier ou d'un brevet. Toutefois, un Etat de l'Union dont la législation nationale admet la protection sous ces deux formes ne doit prévoir que l'une d'elles pour un même genre ou une même espèce botanique.

2) Chaque Etat de l'Union peut limiter l'application de la présente Convention à l'intérieur d'un genre ou d'une espèce aux variétés ayant un système particulier de reproduction ou de multiplication ou une certaine utilisation finale.

Article 3

Traitement national; réciprocité

1) Les personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans un des Etats de l'Union jouissent, dans les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne la reconnaissance et la protection du droit de l'obtenteur, du traitement que les lois respectives de ces Etats accordent ou accorderont par la suite à leurs nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention et sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

2) Les nationaux des Etats de l'Union n'ayant ni domicile ni siège dans un de ces Etats jouissent également des mêmes droits, sous réserve de satisfaire aux obligations qui peuvent leur être im-

Article 1

Purpose of the Convention; Constitution of a Union; Seat of the Union

(1) The purpose of this Convention is to recognise and to ensure to the breeder of a new plant variety or to his successor in title (both hereinafter referred to as "the breeder") a right under the conditions hereinafter defined.

(2) The States parties to this Convention (hereinafter referred to as "the member States of the Union") constitute a Union for the Protection of New Varieties of Plants.

(3) The seat of the Union and its permanent organs shall be at Geneva.

Article 2

Forms of Protection

(1) Each member State of the Union may recognise the right of the breeder provided for in this Convention by the grant either of a special title of protection or of a patent. Nevertheless, a member State of the Union whose national law admits of protection under both these forms may provide only one of them for one and the same botanical genus or species.

(2) Each member State of the Union may limit the application of this Convention within a genus or species to varieties with a particular manner of reproduction or multiplication, or a certain end-use.

Article 3

National Treatment; Reciprocity

(1) Without prejudice to the rights specially provided for in this Convention, natural and legal persons resident or having their registered office in one of the member States of the Union shall, in so far as the recognition and protection of the right of the breeder are concerned, enjoy in the other member States of the Union the same treatment as is accorded or may hereafter be accorded by the respective laws of such States to their own nationals, provided that such persons comply with the conditions and formalities imposed on such nationals.

(2) Nationals of member States of the Union not resident or having their registered office in one of those States shall likewise enjoy the same rights provided that they fulfil such obligations as

posées en vue de permettre l'examen des variétés qu'ils auraient obtenues ainsi que le contrôle de leur multiplication.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), tout Etat de l'Union appliquant la présente Convention à un genre ou une espèce déterminé a la faculté de limiter le bénéfice de la protection aux nationaux des Etats de l'Union qui appliquent la Convention à ce genre ou cette espèce et aux personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans un de ces Etats.

Article 4

Genres et espèces botaniques qui doivent ou peuvent être protégés

1) La présente Convention est applicable à tous les genres et espèces botaniques.

2) Les Etats de l'Union s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer progressivement les dispositions de la présente Convention au plus grand nombre de genres et espèces botaniques.

3) a) Au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire, chaque Etat de l'Union applique les dispositions de la Convention à au moins cinq genres ou espèces.

b) Chaque Etat de l'Union doit appliquer ensuite lesdites dispositions à d'autres genres ou espèces, dans les délais suivants à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire:

- i) dans un délai de trois ans, à au moins dix genres ou espèces au total;
- ii) dans un délai de six ans, à au moins dix-huit genres ou espèces au total;
- iii) dans un délai de huit ans, à au moins vingt-quatre genres ou espèces au total.

c) Lorsqu'un Etat de l'Union limite l'application de la présente Convention à l'intérieur d'un genre ou d'une espèce conformément aux dispositions de l'article 2.2), ce genre ou cette espèce sera néanmoins considéré comme un genre ou une espèce aux fins des alinéas a) et b).

4) A la requête d'un Etat ayant l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente Convention ou d'adhérer à celle-ci, le Conseil peut, afin de tenir compte des conditions économiques ou écologiques particulières de cet Etat, décider, en faveur de cet Etat,

may be imposed on them for the purpose of enabling the varieties which they have bred to be examined and the multiplication of such varieties to be checked.

(3) Notwithstanding the provisions of paragraphs (1) and (2), any member State of the Union applying this Convention to a given genus or species shall be entitled to limit the benefit of the protection to the nationals of those member States of the Union which apply this Convention to that genus or species and to natural and legal persons resident or having their registered office in any of those States.

Article 4

Botanical Genera and Species Which Must or May be Protected

(1) This Convention may be applied to all botanical genera and species.

(2) The member States of the Union undertake to adopt all measures necessary for the progressive application of the provisions of this Convention to the largest possible number of botanical genera and species.

(3) (a) Each member State of the Union shall, on the entry into force of this Convention in its territory, apply the provisions of this Convention to at least five genera or species.

(b) Subsequently, each member State of the Union shall apply the said provisions to additional genera or species within the following periods from the date of the entry into force of this Convention in its territory:

- (i) within three years, to at least ten genera or species in all;
- (ii) within six years, to at least eighteen genera or species in all;
- (iii) within eight years, to at least twenty-four genera or species in all.

(c) If a member State of the Union has limited the application of this Convention within a genus or species in accordance with the provisions of Article 2 (2), that genus or species shall nevertheless, for the purposes of subparagraphs (a) and (b), be considered as one genus or species.

(4) At the request of any State intending to ratify, accept, approve or accede to this Convention, the Council may, in order to take account of special economic or ecological conditions prevailing in that State, decide, for the purposes of that State, to reduce the

de réduire les nombres minimaux prévus au paragraphe 3), de prolonger les délais prévus dans ledit paragraphe, ou de faire les deux.

5) A la requête d'un Etat de l'Union, le Conseil peut, afin de tenir compte des difficultés particulières rencontrées par cet Etat pour remplir les obligations prévues au paragraphe 3)b), décider, en faveur de cet Etat, de prolonger les délais prévus dans le paragraphe 3)b).

Article 5

Droits protégés; étendue de la protection

1) Le droit accordé à l'obtenteur a pour effet de soumettre à son autorisation préalable

- la production à des fins d'écoulement commercial,
- la mise en vente,
- la commercialisation

du matériel de reproduction ou de multiplication végétative, en tant que tel, de la variété.

Le matériel de multiplication végétative comprend les plantes entières. Le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes ornementales ou parties de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication, au cas où elles seraient utilisées commercialement comme matériel de multiplication en vue de la production de plantes d'ornement ou de fleurs coupées.

2) L'obtenteur peut subordonner son autorisation à des conditions qu'il définit.

3) L'autorisation de l'obtenteur n'est pas nécessaire pour l'emploi de la variété comme source initiale de variation en vue de la création d'autres variétés, ni pour la commercialisation de celles-ci. Par contre, cette autorisation est requise lorsque l'emploi répété de la variété est nécessaire à la production commerciale d'une autre variété.

4) Chaque Etat de l'Union peut, soit dans sa propre législation, soit dans des arrangements particuliers au sens de l'article 29, accorder aux obtenteurs, pour certains genres ou espèces botaniques, un droit plus étendu que celui défini au paragraphe 1) et pouvant notamment s'étendre jusqu'au produit commercialisé. Un Etat de l'Union qui accorde un tel droit a la faculté d'en limiter le bénéfice aux nationaux des Etats de l'Union accordant un droit identique ainsi qu'aux personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou siège dans l'un de ces Etats.

minimum numbers referred to in paragraph (3), or to extend the periods referred to in that paragraph, or to do both.

(5) At the request of any member State of the Union, the Council may, in order to take account of special difficulties encountered by that State in the fulfilment of the obligations under paragraph (3) (b), decide, for the purposes of that State, to extend the periods referred to in paragraph (3) (b).

Article 5

Rights Protected; Scope of Protection

(1) The effect of the right granted to the breeder is that his prior authorisation shall be required for

- the production for purposes of commercial marketing
- the offering for sale
- the marketing

of the reproductive or vegetative propagating material, as such, of the variety.

Vegetative propagating material shall be deemed to include whole plants. The right of the breeder shall extend to ornamental plants or parts thereof normally marketed for purposes other than propagation when they are used commercially as propagating material in the production of ornamental plants or cut flowers.

(2) The authorisation given by the breeder may be made subject to such conditions as he may specify.

(3) Authorisation by the breeder shall not be required either for the utilisation of the variety as an initial source of variation for the purpose of creating other varieties or for the marketing of such varieties. Such authorisation shall be required, however, when the repeated use of the variety is necessary for the commercial production of another variety.

(4) Any member State of the Union may, either under its own law or by means of special agreements under Article 29, grant to breeders, in respect of certain botanical genera or species, a more extensive right than that set out in paragraph (1), extending in particular to the marketed product. A member State of the Union which grants such a right may limit the benefit of it to the nationals of member States of the Union which grant an identical right and to natural and legal persons resident or having their registered office in any of those States.

Article 6

Conditions requises pour bénéficiaire de la protection

1) L'obtenteur bénéficie de la protection prévue par la présente Convention lorsque les conditions suivantes sont remplies:

a) Quelle que soit l'origine, artificielle ou naturelle, de la variation initiale qui lui a donné naissance, la variété doit pouvoir être nettement distinguée par un ou plusieurs caractères importants de toute autre variété dont l'existence, au moment où la protection est demandée, est notoirement connue. Cette notoriété peut être établie par diverses références telles que: culture ou commercialisation déjà en cours, inscription sur un registre officiel de variétés effectuée ou en cours, présence dans une collection de référence ou description précise dans une publication. Les caractères permettant de définir et de distinguer une variété doivent pouvoir être reconnus et décrits avec précision.

b) A la date du dépôt de la demande de protection dans un Etat de l'Union, la variété

i) ne doit pas avoir été offerte à la vente ou commercialisée, avec l'accord de l'obtenteur, sur le territoire de cet Etat – ou, si la législation de cet Etat le prévoit, pas depuis plus d'un an – et

ii) ne doit pas avoir été offerte à la vente ou commercialisée, avec l'accord de l'obtenteur, sur le territoire de tout autre Etat depuis plus de six ans dans le cas des vignes, des arbres forestiers, des arbres fruitiers et des arbres d'ornement, y compris, dans chaque cas, leurs porte-greffes, ou depuis plus de quatre ans dans le cas des autres plantes.

Tout essai de la variété ne comportant pas d'offre à la vente ou de commercialisation n'est pas opposable au droit à la protection. Le fait que la variété est devenue notoire autrement que par l'offre à la vente ou la commercialisation n'est pas non plus opposable au droit de l'obtenteur à la protection.

c) La variété doit être suffisamment homogène, compte tenu des particularités que présente sa reproduction sexuée ou sa multiplication végétative.

d) La variété doit être stable dans ses caractères essentiels, c'est-à-dire rester conforme à sa définition, à la suite de ses reproductions ou multiplications successives, ou, lorsque l'obtenteur a défini un cycle particulier de reproductions ou de multiplications, à la fin de chaque cycle.

e) La variété doit recevoir une dénomination conformément aux dispositions de l'article 13.

Article 6

Conditions Required for Protection

(1) The breeder shall benefit from the protection provided for in this Convention when the following conditions are satisfied:

(a) Whatever may be the origin, artificial or natural, of the initial variation from which it has resulted, the variety must be clearly distinguishable by one or more important characteristics from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time when protection is applied for. Common knowledge may be established by reference to various factors such as: cultivation or marketing already in progress, entry in an official register of varieties already made or in the course of being made, inclusion in a reference collection, or precise description in a publication. The characteristics which permit a variety to be defined and distinguished must be capable of precise recognition and description.

(b) At the date on which the application for protection in a member State of the Union is filed, the variety

- (i) must not – or, where the law of that State so provides, must not for longer than one year – have been offered for sale or marketed, with the agreement of the breeder, in the territory of that State, and
- (ii) must not have been offered for sale or marketed, with the agreement of the breeder, in the territory of any other State for longer than six years in the case of vines, forest trees, fruit trees and ornamental trees, including, in each case, their rootstocks, or for longer than four years in the case of all other plants.

Trials of the variety not involving offering for sale or marketing shall not affect the right to protection. The fact that the variety has become a matter of common knowledge in ways other than through offering for sale or marketing shall also not affect the right of the breeder to protection.

(c) The variety must be sufficiently homogeneous, having regard to the particular features of its sexual reproduction or vegetative propagation.

(d) The variety must be stable in its essential characteristics, that is to say, it must remain true to its description after repeated reproduction or propagation or, where the breeder has defined a particular cycle of reproduction or multiplication, at the end of each cycle.

(e) The variety shall be given a denomination as provided in Article 13.

2) L'octroi de la protection ne peut dépendre d'autres conditions que celles mentionnées ci-dessus, sous réserve que l'obtenteur ait satisfait aux formalités prévues par la législation nationale de l'Etat de l'Union dans lequel la demande de protection a été déposée, y compris le paiement des taxes.

Article 7

Examen officiel des variétés; protection provisoire

1) La protection est accordée après un examen de la variété en fonction des critères définis à l'article 6. Cet examen doit être approprié à chaque genre ou espèce botanique.

2) En vue de cet examen, les services compétents de chaque Etat de l'Union peuvent exiger de l'obtenteur tous renseignements, documents, plants ou semences nécessaires.

3) Tout Etat de l'Union peut prendre des mesures destinées à défendre l'obtenteur contre les agissements abusifs des tiers qui se produiraient pendant la période comprise entre le dépôt de la demande de protection et la décision la concernant.

Article 8

Durée de la protection

Le droit conféré à l'obtenteur est accordé pour une durée limitée. Celle-ci ne peut être inférieure à quinze années, à compter de la date de la délivrance du titre de protection. Pour les vignes, les arbres forestiers, les arbres fruitiers et les arbres d'ornement, y compris, dans chaque cas, leurs porte-greffes, la durée de protection ne peut être inférieure à dix-huit années, à compter de cette date.

Article 9

Limitation de l'exercice des droits protégés

1) Le libre exercice du droit exclusif accordé à l'obtenteur ne peut être limité que pour des raisons d'intérêt public.

2) Lorsque cette limitation intervient en vue d'assurer la diffusion de la variété, l'Etat de l'Union intéressé doit prendre toutes mesures nécessaires pour que l'obtenteur reçoive une rémunération équitable.

(2) Provided that the breeder shall have complied with the formalities provided for by the national law of the member State of the Union in which the application for protection was filed, including the payment of fees, the grant of protection may not be made subject to conditions other than those set forth above.

Article 7

Official Examination of Varieties; Provisional Protection

(1) Protection shall be granted after examination of the variety in the light of the criteria defined in Article 6. Such examination shall be appropriate to each botanical genus or species.

(2) For the purposes of such examination, the competent authorities of each member State of the Union may require the breeder to furnish all the necessary information, documents, propagating material or seeds.

(3) Any member State of the Union may provide measures to protect the breeder against abusive acts of third parties committed during the period between the filing of the application for protection and the decision thereon.

Article 8

Period of Protection

The right conferred on the breeder shall be granted for a limited period. This period may not be less than fifteen years, computed from the date of issue of the title of protection. For vines, forest trees, fruit trees and ornamental trees, including, in each case, their rootstocks, the period of protection may not be less than eighteen years, computed from the said date.

Article 9

Restrictions in the Exercise of Rights Protected

(1) The free exercise of the exclusive right accorded to the breeder may not be restricted otherwise than for reasons of public interest.

(2) When any such restriction is made in order to ensure the widespread distribution of the variety, the member State of the Union concerned shall take all measures necessary to ensure that the breeder receives equitable remuneration.

Article 10

Nullité et déchéance des droits protégés

1) Le droit de l'obtenteur est déclaré nul, en conformité des dispositions de la législation nationale de chaque Etat de l'Union, s'il est avéré que les conditions fixées à l'article 6.1)a) et b) n'étaient pas effectivement remplies lors de la délivrance du titre de protection.

2) Est déchu de son droit l'obtenteur qui n'est pas en mesure de présenter à l'autorité compétente le matériel de reproduction ou de multiplication permettant d'obtenir la variété avec ses caractères tels qu'ils ont été définis au moment où la protection a été accordée.

3) Peut être déchu de son droit l'obtenteur:

a) qui ne présente pas à l'autorité compétente, dans un délai prescrit et après mise en demeure, le matériel de reproduction ou de multiplication, les documents et renseignements jugés nécessaires au contrôle de la variété, ou ne permet pas l'inspection des mesures prises en vue de la conservation de la variété;

b) qui n'a pas acquitté dans les délais prescrits les taxes dues, le cas échéant, pour le maintien en vigueur de ses droits.

4) Le droit de l'obtenteur ne peut être annulé et l'obtenteur ne peut être déchu de son droit pour d'autres motifs que ceux mentionnés au présent article.

Article 11

Libre choix de l'Etat de l'Union dans lequel la première demande est déposée; demandes dans d'autres Etats de l'Union; indépendance de la protection dans différents Etats de l'Union

1) L'obtenteur a la faculté de choisir l'Etat de l'Union dans lequel il désire déposer sa première demande de protection.

2) L'obtenteur peut demander à d'autres Etats de l'Union la protection de son droit sans attendre qu'un titre de protection lui ait été délivré par l'Etat de l'Union dans lequel la première demande a été déposée.

3) La protection demandée dans différents Etats de l'Union par des personnes physiques ou morales admises au bénéfice de la présente Convention est indépendante de la protection obtenue pour la même variété dans les autres Etats appartenant ou non à l'Union.

Article 10

Nullity and Forfeiture of the Rights Protected

(1) The right of the breeder shall be declared null and void, in accordance with the provisions of the national law of each member State of the Union, if it is established that the conditions laid down in Article 6(1) (a) and (b) were not effectively complied with at the time when the title of protection was issued.

(2) The right of the breeder shall become forfeit when he is no longer in a position to provide the competent authority with reproductive or propagating material capable of producing the variety with its characteristics as defined when the protection was granted.

(3) The right of the breeder may become forfeit if:

(a) after being requested to do so and within a prescribed period, he does not provide the competent authority with the reproductive or propagating material, the documents and the information deemed necessary for checking the variety, or he does not allow inspection of the measures which have been taken for the maintenance of the variety; or

(b) he has failed to pay within the prescribed period such fees as may be payable to keep his rights in force.

(4) The right of the breeder may not be annulled or become forfeit except on the grounds set out in this Article.

Article 11

Free Choice of the Member State in Which the First Application is Filed; Application in Other Member States; Independence of Protection in Different Member States

(1) The breeder may choose the member State of the Union in which he wishes to file his first application for protection.

(2) The breeder may apply to other member States of the Union for protection of his right without waiting for the issue to him of a title of protection by the member State of the Union in which he filed his first application.

(3) The protection applied for in different member States of the Union by natural or legal persons entitled to benefit under this Convention shall be independent of the protection obtained for the same variety in other States whether or not such States are members of the Union.

Article 12

Droit de priorité

1) L'obtenteur qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de protection dans l'un des Etats de l'Union jouit, pour effectuer le dépôt dans les autres Etats de l'Union, d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois. Ce délai est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai.

2) Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 1), le nouveau dépôt doit comporter une requête en protection, la revendication de la priorité de la première demande et, dans un délai de trois mois, une copie des documents qui constituent cette demande, certifiée conforme par l'administration qui l'aura reçue.

3) L'obtenteur bénéficie d'un délai de quatre ans après l'expiration du délai de priorité pour fournir à l'Etat de l'Union, auprès duquel il a été déposé une requête en protection dans les conditions prévues au paragraphe 2), les documents complémentaires et le matériel requis par les lois et règlements de cet Etat. Toutefois, cet Etat peut exiger la fourniture dans un délai approprié des documents complémentaires et du matériel si la demande dont la priorité est revendiquée a été rejetée ou retirée.

4) Ne sont pas opposables au dépôt effectué dans les conditions ci-dessus les faits survenus dans le délai fixé au paragraphe 1), tels qu'un autre dépôt, la publication de l'objet de la demande ou son exploitation. Ces faits ne peuvent faire naître aucun droit au profit de tiers ni aucune possession personnelle.

Article 13

Dénomination de la variété

1) La variété sera désignée par une dénomination destinée à être sa désignation générique. Chaque Etat de l'Union s'assure que, sous réserve du paragraphe 4), aucun droit relatif à la désignation enregistrée comme la dénomination de la variété n'entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété, même après l'expiration de la protection.

2) La dénomination doit permettre d'identifier la variété. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéris-

Article 12

Right of Priority

(1) Any breeder who has duly filed an application for protection in one of the member States of the Union shall, for the purpose of filing in the other member States of the Union, enjoy a right of priority for a period of twelve months. This period shall be computed from the date of filing of the first application. The day of filing shall not be included in such period.

(2) To benefit from the provisions of paragraph (1), the further filing must include an application for protection, a claim in respect of the priority of the first application and, within a period of three months, a copy of the documents which constitute that application, certified to be a true copy by the authority which received it.

(3) The breeder shall be allowed a period of four years after the expiration of the period of priority in which to furnish, to the member State of the Union with which he has filed an application for protection in accordance with the terms of paragraph (2), the additional documents and material required by the laws and regulations of that State. Nevertheless, that State may require the additional documents and material to be furnished within an adequate period in the case where the application whose priority is claimed is rejected or withdrawn.

(4) Such matters as the filing of another application or the publication or use of the subject of the application, occurring within the period provided for in paragraph (1), shall not constitute grounds for objection to an application filed in accordance with the foregoing conditions. Such matters may not give rise to any right in favour of a third party or to any right of personal possession.

Article 13

Variety Denomination

(1) The variety shall be designated by a denomination destined to be its generic designation. Each member State of the Union shall ensure that subject to paragraph (4) no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the protection.

(2) The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the

tiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obtenteur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, dans l'un quelconque des Etats de l'Union, une variété préexistante de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine.

3) La dénomination de la variété est déposée par l'obtenteur auprès du service prévu à l'article 30.1)b). S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe 2), ce service refuse de l'enregistrer et exige que l'obtenteur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée en même temps qu'est délivré le titre de protection conformément aux dispositions de l'article 7.

4) Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 7), est obligée de l'utiliser, le service prévu à l'article 30.1)b) exige que l'obtenteur propose une autre dénomination pour la variété.

5) Une variété ne peut être déposée dans les Etats de l'Union que sous la même dénomination. Le service prévu à l'article 30.1)b) est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi déposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination dans son Etat. Dans ce cas, il peut exiger que l'obtenteur propose une autre dénomination.

6) Le service prévu à l'article 30.1)b) doit assurer la communication aux autres services des informations relatives aux dénominations variétales, notamment du dépôt, de l'enregistrement et de la radiation de dénominations. Tout service prévu à l'article 30.1)b) peut transmettre ses observations éventuelles sur l'enregistrement d'une dénomination au service qui a communiqué cette dénomination.

7) Celui qui, dans un des Etats de l'Union, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété protégée dans cet Etat est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration de la protection de cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 4), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

8) Lorsqu'une variété est offerte à la vente ou commercialisée, il est permis d'associer une marque de fabrique ou de commerce, un nom commercial ou une indication similaire, à la dénomination variétale enregistrée. Si une telle indication est ainsi associée, la dénomination doit néanmoins être facilement reconnaissable.

variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in any member State of the Union, an existing variety of the same botanical species or of a closely related species.

(3) The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the authority referred to in Article 30 (1) (b). If it is found that such denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2), that authority shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered at the same time as the title of protection is issued in accordance with the provisions of Article 7.

(4) Prior rights of third parties shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of paragraph (7), is obliged to use it, the authority referred to in Article 30 (1) (b) shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

(5) A variety must be submitted in member States of the Union under the same denomination. The authority referred to in Article 30 (1) (b) shall register the denomination so submitted, unless it considers that denomination unsuitable in its State. In the latter case, it may require the breeder to submit another denomination.

(6) The authority referred to in Article 30 (1) (b) shall ensure that all the other such authorities are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any authority referred to in Article 30 (1) (b) may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the authority which communicated that denomination.

(7) Any person who, in a member State of the Union, offers for sale or markets reproductive or vegetative propagating material of a variety protected in that State shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the protection of that variety, in so far as, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights do not prevent such use.

(8) When the variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a trade mark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

Article 14

*Protection indépendante des mesures réglementant la production,
le contrôle et la commercialisation*

1) Le droit reconnu à l'obteneur selon les dispositions de la présente Convention est indépendant des mesures adoptées dans chaque Etat de l'Union en vue d'y réglementer la production, le contrôle et la commercialisation des semences et plants.

2) Toutefois, ces dernières mesures devront éviter, autant que possible, de faire obstacle à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 15

Organes de l'Union

Les organes permanents de l'Union sont:

- a) le Conseil;
- b) le Secrétariat général, dénommé Bureau de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales.

Article 16

*Composition du Conseil;
nombre de voix*

1) Le Conseil est composé des représentants des Etats de l'Union. Chaque Etat de l'Union nomme un représentant au Conseil et un suppléant.

2) Les représentants ou suppléants peuvent être accompagnés d'adjoints ou de conseillers.

3) Chaque Etat de l'Union dispose d'une voix au Conseil.

Article 17

Observateurs admis aux réunions du Conseil

1) Les Etats non membres de l'Union signataires du présent Acte sont invités à titre d'observateurs aux réunions du Conseil.

2) A ces réunions peuvent également être invités d'autres observateurs ou des experts.

Article 18

Président et vice-présidents du Conseil

1) Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un premier

Article 14

*Protection Independent of Measures Regulating
Production, Certification and Marketing*

- (1) The right accorded to the breeder in pursuance of the provisions of this Convention shall be independent of the measures taken by each member State of the Union to regulate the production, certification and marketing of seeds and propagating material.
- (2) However, such measures shall, as far as possible, avoid hindering the application of the provisions of this Convention.

Article 15

Organs of the Union

The permanent organs of the Union shall be:

- (a) the Council;
- (b) the Secretariat General, entitled the Office of the International Union for the Protection of New Varieties of Plants.

Article 16

Composition of the Council; Votes

- (1) The Council shall consist of the representatives of the member States of the Union. Each member State of the Union shall appoint one representative to the Council and one alternate.
- (2) Representatives or alternates may be accompanied by assistants or advisers.
- (3) Each member State of the Union shall have one vote in the Council.

Article 17

Observers in Meetings of the Council

- (1) States not members of the Union which have signed this Act shall be invited as observers to meetings of the Council.
- (2) Other observers or experts may also be invited to such meetings.

Article 18

President and Vice-Presidents of the Council

- (1) The Council shall elect a President and a first Vice-President

Vice-président. Il peut élire d'autres vice-présidents. Le premier Vice-président remplace de droit le Président en cas d'empêchement.

2. La durée du mandat du Président est de trois ans.

Article 19

Sessions du Conseil

1) Le Conseil se réunit sur convocation de son Président.

2) Il tient une session ordinaire une fois par an. En outre, le Président peut réunir le Conseil à son initiative; il doit le réunir dans un délai de trois mois quand un tiers au moins des Etats de l'Union en a fait la demande.

Article 20

Règlement intérieur du Conseil; règlement administratif et financier de l'Union

Le Conseil établit son règlement intérieur et le règlement administratif et financier de l'Union.

Article 21

Missions du Conseil

Les missions du Conseil sont les suivantes:

a) étudier les mesures propres à assurer la sauvegarde et à favoriser le développement de l'Union;

b) nommer le Secrétaire général et, s'il l'estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint; fixer les conditions de leur engagement;

c) examiner le rapport annuel d'activité de l'Union et établir le programme des travaux futurs de celle-ci;

d) donner au Secrétaire général, dont les attributions sont fixées à l'article 23, toutes directives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Union;

e) examiner et approuver le budget de l'Union et fixer, conformément aux dispositions de l'article 26, la contribution de chaque Etat de l'Union;

f) examiner et approuver les comptes présentés par le Secrétaire général;

g) fixer, conformément aux dispositions de l'article 27, la date et le lieu des conférences prévues par ledit article et prendre les mesures nécessaires à leur préparation;

from among its members. It may elect other Vice-Presidents. The first Vice-President shall take the place of the President if the latter is unable to officiate.

(2) The President shall hold office for three years.

Article 19

Sessions of the Council

(1) The Council shall meet upon convocation by its President.

(2) An ordinary session of the Council shall be held annually. In addition, the President may convene the Council at his discretion; he shall convene it, within a period of three months, if one-third of the member States of the Union so request.

Article 20

Rules of Procedure of the Council; Administrative and Financial Regulations of the Union

The Council shall establish its rules of procedure and the administrative and financial regulations of the Union.

Article 21

Tasks of the Council

The tasks of the Council shall be to:

(a) study appropriate measures to safeguard the interests and to encourage the development of the Union;

(b) appoint the Secretary-General and, if it finds it necessary, a Vice Secretary-General and determine the terms of appointment of each;

(c) examine the annual report on the activities of the Union and lay down the programme for its future work;

(d) give to the Secretary-General, whose functions are set out in Article 23, all necessary directions for the accomplishment of the tasks of the Union;

(e) examine and approve the budget of the Union and fix the contribution of each member State of the Union in accordance with the provisions of Article 26;

(f) examine and approve the accounts presented by the Secretary-General;

(g) fix, in accordance with the provisions of Article 27, the date and place of the conferences referred to in that Article and take the measures necessary for their preparation; and

h) d'une manière générale, prendre toutes décisions en vue du bon fonctionnement de l'Union.

Article 22

Majorités requises pour les décisions du Conseil

Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des membres présents et votants; toutefois, toute décision du Conseil en vertu des articles 4.4), 20, 21.e), 26.5)b), 27.1), 28.3) ou 32.3) est prise à la majorité des trois quarts des membres présents et votants. L'abstention n'est pas considérée comme vote.

Article 23

Missions du Bureau de l'Union; responsabilités du Secrétaire général; nomination des fonctionnaires

1) Le Bureau de l'Union exécute toutes les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il est dirigé par le Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil; il assure l'exécution des décisions du Conseil. Il soumet le budget à l'approbation du Conseil et en assure l'exécution. Il rend compte annuellement au Conseil de sa gestion et lui présente un rapport sur les activités et la situation financière de l'Union.

3) Sous réserve des dispositions de l'article 21.b), les conditions de nomination et d'emploi des membres du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau de l'Union sont fixées par le règlement administratif et financier prévu à l'article 20.

Article 24

Statut juridique

1) L'Union a la personnalité juridique.

2) L'Union jouit, sur le territoire de chaque Etat de l'Union, conformément aux lois de cet Etat, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

3) L'Union conclut un accord de siège avec la Confédération suisse.

(h) in general, take all necessary decisions to ensure the efficient functioning of the Union.

Article 22

Majorities Required for Decisions of the Council

Any decision of the Council shall require a simple majority of the votes of the members present and voting, provided that any decision of the Council under Articles 4(4), 20, 21(e), 26(5)(b), 27(1), 28(3) or 32(3) shall require three-fourths of the votes of the members present and voting. Abstentions shall not be considered as votes.

Article 23

Tasks of the Office of the Union; Responsibilities of the Secretary-General; Appointment of Staff

(1) The Office of the Union shall carry out all the duties and tasks entrusted to it by the Council. It shall be under the direction of the Secretary-General.

(2) The Secretary-General shall be responsible to the Council; he shall be responsible for carrying out the decisions of the Council. He shall submit the budget for the approval of the Council and shall be responsible for its implementation. He shall make an annual report to the Council on his administration and a report on the activities and financial position of the Union.

(3) Subject to the provisions of Article 21(b), the conditions of appointment and employment of the staff necessary for the efficient performance of the tasks of the Office of the Union shall be fixed in the administrative and financial regulations referred to in Article 20.

Article 24

Legal Status

(1) The Union shall have legal personality.

(2) The Union shall enjoy on the territory of each member State of the Union, in conformity with the laws of that State, such legal capacity as may be necessary for the fulfilment of the objectives of the Union and for the exercise of its functions.

(3) The Union shall conclude a headquarters agreement with the Swiss Confederation.

Article 25

Vérification des comptes

La vérification des comptes de l'Union est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement administratif et financier visé à l'article 20, par un Etat de l'Union. Cet Etat est, avec son consentement, désigné par le Conseil.

Article 26

Finances

- 1) Les dépenses de l'Union sont couvertes:
 - par les contributions annuelles des Etats de l'Union;
 - par la rémunération de prestations de services;
 - par des recettes diverses.

2) a) La part de chaque Etat de l'Union dans le montant total des contributions annuelles est déterminée par référence au montant total des dépenses à couvrir à l'aide des contributions des Etats de l'Union et au nombre d'unités de contribution qui lui est applicable aux termes du paragraphe 3). Ladite part est calculée conformément au paragraphe 4).

b) Le nombre des unités de contribution est exprimé en nombres entiers ou en fractions d'unité pourvu que ce nombre ne soit pas inférieur à un cinquième.

3) a) En ce qui concerne tout Etat faisant partie de l'Union à la date à laquelle le présent Acte entre en vigueur à l'égard de cet Etat, le nombre des unités de contribution qui lui est applicable est le même que celui qui lui était applicable, immédiatement avant ladite date, aux termes de la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972.

b) En ce qui concerne tout autre Etat, il indique au moment de son accession à l'Union, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, le nombre d'unités de contribution qui lui est applicable.

c) Tout Etat de l'Union peut, à tout moment, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, un nombre d'unités de contribution différent de celui qui lui est applicable en vertu des alinéas a) ou b) ci-dessus. Si elle est faite pendant les six premiers mois d'une année civile, cette déclaration prend effet au début de l'année civile suivante; dans le cas contraire, elle prend effet au début de la deuxième année civile qui suit l'année au cours de laquelle elle est faite.

4) a) Pour chaque exercice budgétaire, le montant d'une unité de contribution est égal au montant total des dépenses à couvrir pendant

Article 25

Auditing of the Accounts

The auditing of the accounts of the Union shall be effected by a member State of the Union as provided in the administrative and financial regulations referred to in Article 20. Such State shall be designated, with its agreement, by the Council.

Article 26

Finances

(1) The expenses of the Union shall be met from:

- the annual contributions of the member States of the Union;
- payments received for services rendered;
- miscellaneous receipts.

(2) (a) The share of each member State of the Union in the total amount of the annual contributions shall be determined by reference to the total expenditure to be met from the contributions of the member States of the Union and to the number of contribution units applicable to it under paragraph (3). The said share shall be computed according to paragraph (4).

(b) The number of contribution units shall be expressed in whole numbers or fractions thereof, provided that such number shall not be less than one-fifth.

(3) (a) As far as any State is concerned which is a member State of the Union on the date on which this Act enters into force with respect to that State, the number of contribution units applicable to it shall be the same as was applicable to it, immediately before the said date, according to the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972.

(b) As far as any other State is concerned, that State shall, on joining the Union, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, the number of contribution units applicable to it.

(c) Any member State of the Union may, at any time, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, a number of contribution units different from the number applicable to it under subparagraph (a) or (b). Such declaration, if made during the first six months of a calendar year, shall take effect from the beginning of the subsequent calendar year; otherwise it shall take effect from the beginning of the second calendar year which follows the year in which the declaration was made.

(4) (a) For each budgetary period, the amount corresponding to one contribution unit shall be obtained by dividing the total amount

cet exercice à l'aide des contributions des Etats de l'Union divisé par le nombre total d'unités applicable à ces Etats.

b) Le montant de la contribution de chaque Etat de l'Union est égal au montant d'une unité de contribution multiplié par le nombre d'unités applicable à cet Etat.

5) a) Un Etat de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut – sous réserve des dispositions du paragraphe b) – exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux dernières années complètes écoulées. La suspension du droit de vote ne libère pas cet Etat de ses obligations et ne le prive pas des autres droits découlant de la présente Convention.

b) Le Conseil peut autoriser ledit Etat à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps qu'il estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

Article 27

Revision de la Convention

1) La présente Convention peut être révisée par une conférence des Etats de l'Union. La convocation d'une telle conférence est décidée par le Conseil.

2) La conférence ne délibère valablement que si la moitié au moins des Etats de l'Union y sont représentés. Pour être adopté, le texte révisé de la Convention doit recueillir la majorité des cinq sixièmes des Etats de l'Union représentés à la conférence.

Article 28

Langues utilisées par le Bureau et lors des réunions du Conseil

1) Les langues française, allemande et anglaise sont utilisées par le Bureau de l'Union dans l'accomplissement de ses missions.

2) Les réunions du Conseil ainsi que les conférences de revision se tiennent en ces trois langues.

3) Le Conseil peut décider, en tant que de besoin, que d'autres langues seront utilisées.

of the expenditure to be met in that period from the contributions of the member States of the Union by the total number of units applicable to those States.

(b) The amount of the contribution of each member State of the Union shall be obtained by multiplying the amount corresponding to one contribution unit by the number of contribution units applicable to that State.

(5) (a) A member State of the Union which is in arrears in the payment of its contributions may not, subject to paragraph (b), exercise its right to vote in the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. The suspension of the right to vote does not relieve such State of its obligations under this Convention and does not deprive it of any other rights thereunder.

(b) The Council may allow the said State to continue to exercise its right to vote if, and as long as, the Council is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

Article 27

Revision of the Convention

(1) This Convention may be revised by a conference of the member States of the Union. The convocation of such conference shall be decided by the Council.

(2) The proceedings of a conference shall be effective only if at least half of the member States of the Union are represented at it. A majority of five-sixths of the member States of the Union represented at the conference shall be required for the adoption of a revised text of the Convention.

Article 28

Languages Used by the Office and in Meetings of the Council

(1) The English, French and German languages shall be used by the Office of the Union in carrying out its duties.

(2) Meetings of the Council and of revision conferences shall be held in the three languages.

(3) If the need arises, the Council may decide that further languages shall be used.

Article 29

Arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales

Les Etats de l'Union se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales, pour autant que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la présente Convention.

Article 30

*Application de la Convention sur le plan national;
accords particuliers pour l'utilisation en commun
de services chargés de l'examen*

1) Chaque Etat de l'Union prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment:

- a) prévoit les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits prévus par la présente Convention;
- b) établit un service spécial de la protection des obtentions végétales ou charge un service déjà existant de cette protection;
- c) assure la communication au public des informations relatives à cette protection et au minimum la publication périodique de la liste des titres de protection délivrés.

2) Des accords particuliers peuvent être conclus entre les services compétents des Etats de l'Union en vue de l'utilisation en commun de services chargés de procéder à l'examen des variétés, prévu à l'article 7, et au rassemblement des collections et documents de référence nécessaires.

3) Il est entendu qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat doit être en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 31

Signature

Le présent Acte est ouvert à la signature de tout Etat de l'Union et de tout autre Etat qui a été représenté à la Conférence diplomatique qui a adopté le présent Acte. Il est ouvert à la signature jusqu'au 31 octobre 1979.

Article 29

*Special Agreements for the Protection
of New Varieties of Plants*

Member States of the Union reserve the right to conclude among themselves special agreements for the protection of new varieties of plants, in so far as such agreements do not contravene the provisions of this Convention.

Article 30

*Implementation of the Convention on the Domestic Level;
Contracts on the Joint Utilisation of Examination Services*

(1) Each member State of the Union shall adopt all measures necessary for the application of this Convention; in particular, it shall:

(a) provide for appropriate legal remedies for the effective defence of the rights provided for in this Convention;

(b) set up a special authority for the protection of new varieties of plants or entrust such protection to an existing authority;

(c) ensure that the public is informed of matters concerning such protection, including as a minimum the periodical publication of the list of titles of protection issued.

(2) Contracts may be concluded between the competent authorities of the member States of the Union, with a view to the joint utilisation of the services of the authorities entrusted with the examination of varieties in accordance with the provisions of Article 7 and with assembling the necessary reference collections and documents.

(3) It shall be understood that, on depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, each State must be in a position, under its own domestic law, to give effect to the provisions of this Convention.

Article 31

Signature

This Act shall be open for signature by any member State of the Union and any other State which was represented in the Diplomatic Conference adopting this Act. It shall remain open for signature until October 31, 1979.

Article 32

Ratification, acceptation ou approbation; adhésion

1) Tout Etat exprime son consentement à être lié par le présent Acte par le dépôt:

- a) d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il a signé le présent Acte, ou
- b) d'un instrument d'adhésion s'il n'a pas signé le présent Acte.

2) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

3) Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union et qui n'a pas signé le présent Acte demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions du présent Acte. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé.

Article 33

Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux textes antérieurs

1) Le présent Acte entre en vigueur un mois après que les deux conditions suivantes auront été remplies:

- a) le nombre des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés est de cinq au moins;
- b) trois au moins desdits instruments sont déposés par des Etats parties à la Convention de 1961.

2) A l'égard de tout Etat qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après que les conditions prévues au paragraphe 1)a) et b) aient été remplies, le présent Acte entre en vigueur un mois après le dépôt de son instrument.

3) Après l'entrée en vigueur du présent Acte conformément au paragraphe 1), aucun Etat ne peut plus adhérer à la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972.

Article 34

Relations entre Etats liés par des textes différents

1) Tout Etat de l'Union qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, est lié par la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 continue d'appliquer, dans ses relations avec tout autre Etat de l'Union non lié par le présent Acte,

Article 32

Ratification, Acceptance or Approval; Accession

(1) Any State shall express its consent to be bound by this Act by the deposit of:

- (a) its instrument of ratification, acceptance or approval, if it has signed this Act; or
- (b) its instrument of accession, if it has not signed this Act.

(2) Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Secretary-General.

(3) Any State which is not a member of the Union and which has not signed this Act shall, before depositing its instrument of accession, ask the Council to advise it in respect of the conformity of its laws with the provisions of this Act. If the decision embodying the advice is positive, the instrument of accession may be deposited.

Article 33

Entry Into Force; Closing of Earlier Texts

(1) This Act shall enter into force one month after the following two conditions are fulfilled:

- (a) the number of instruments of ratification, acceptance, approval or accession deposited is not less than five; and
- (b) at least three of the said instruments are instruments deposited by States parties to the Convention of 1961.

(2) With respect to any State which deposits its instrument of ratification, acceptance, approval or accession after the conditions referred to in paragraph (1) (a) and (b) have been fulfilled; this Act shall enter into force one month after the deposit of the instrument of the said State.

(3) Once this Act enters into force according to paragraph (1), no State may accede to the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972.

Article 34

Relations Between States Bound by Different Texts

(1) Any member State of the Union which, on the day on which this Act enters into force with respect to that State, is bound by the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 shall, in its relations with any other member State of the Union which is

ladite Convention modifiée par ledit Acte additionnel jusqu'à ce que le présent Acte entre également en vigueur à l'égard de cet autre Etat.

2) Tout Etat de l'Union non lié par le présent Acte („le premier Etat") peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec tout Etat lié par le présent Acte qui devient membre de l'Union en ratifiant, acceptant ou approuvant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci („le second Etat"). Dès l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cette notification et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, le premier Etat applique la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec le second Etat, tandis que celui-ci applique le présent Acte dans ses relations avec le premier Etat.

Article 35

Communications concernant les genres et espèces protégés; renseignements à publier

1) Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Acte ou d'adhésion à celui-ci chaque Etat qui n'est pas déjà membre de l'Union notifie au Secrétaire général la liste des genres et espèces auxquels il appliquera, au moment de l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, les dispositions de la présente Convention.

2) Le Secrétaire général publie, sur la base de communications reçues de l'Etat de l'Union concerné, des renseignements sur:

a) toute extension de l'application des dispositions de la présente Convention à d'autres genres et espèces après l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard;

b) toute utilisation de la faculté prévue à l'article 3.3);

c) l'utilisation de toute faculté accordée par le Conseil en vertu de l'article 4.4) ou 5);

d) toute utilisation de la faculté prévue à la première phrase de l'article 5.4), en précisant la nature des droits plus étendus et en spécifiant les genres et espèces auxquels ces droits s'appliquent;

e) toute utilisation de la faculté prévue à la deuxième phrase de l'article 5.4);

f) le fait que la loi de cet Etat contient une disposition permise en vertu de l'article 6.1)b)i) et la durée du délai accordé;

not bound by this Act, continue to apply, until the present Act enters into force also with respect to that other State, the said Convention as amended by the said Additional Act.

(2) Any member State of the Union not bound by this Act ("the former State") may declare, in a notification addressed to the Secretary-General, that it will apply the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 in its relations with any State bound by this Act which becomes a member of the Union through ratification, acceptance or approval of or accession to this Act ("the latter State"). As from the beginning of one month after the date of any such notification and until the entry into force of this Act with respect to the former State, the former State shall apply the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 in its relations with any such latter State, whereas any such latter State shall apply this Act in its relations with the former State.

Article 35

Communications Concerning the Genera and Species Protected; Information to be Published

(1) When depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Act, each State which is not a member of the Union shall notify the Secretary-General of the list of genera and species to which, on the entry into force of this Act with respect to that State, it will apply the provisions of this Convention.

(2) The Secretary-General shall, on the basis of communications received from each member State of the Union concerned, publish information on:

(a) any extension of the application of the provisions of this Convention to additional genera and species after the entry into force of this Act with respect to that State;

(b) any use of the faculty provided for in Article 3 (3) ;

(c) the use of any faculty granted by the Council pursuant to Article 4 (4) or (5) ;

(d) any use of the faculty provided for in Article 5 (4), first sentence, with an indication of the nature of the more extensive rights and with a specification of the genera and species to which such rights apply;

(e) any use of the faculty provided for in Article 5 (4), second sentence;

(f) the fact that the law of the said State contains a provision as permitted under Article 6 (1) (b) (i), and the length of the period permitted;

g) la durée du délai visé à l'article 8, si ce délai est supérieur aux quinze années, ou dix-huit, suivant le cas, prévues par ledit article.

Article 36

Territoires

1) Tout Etat peut déclarer dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou peut informer le Secrétaire général par écrit à tout moment ultérieur, que le présent Acte est applicable à tout ou partie des territoires, désignés dans la déclaration ou la notification.

2) Tout Etat qui a fait une telle déclaration ou effectué une telle notification peut, à tout moment, notifier au Secrétaire général que le présent Acte cesse d'être applicable à tout ou partie de ces territoires.

3) a) Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1) prend effet à la même date que la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion dans l'instrument de laquelle elle a été incluse, et toute notification effectuée en vertu de ce paragraphe prend effet trois mois après sa notification par le Secrétaire général.

b) Toute notification effectuée en vertu du paragraphe 2) prend effet douze mois après sa réception par le Secrétaire général.

Article 37

Dérogation pour la protection sous deux formes

1) Nonobstant les dispositions de l'article 2.1), tout Etat qui, avant l'expiration du délai pendant lequel le présent Acte est ouvert à la signature, prévoit la protection sous les différentes formes mentionnées à l'article 2.1) pour un même genre ou une même espèce peut continuer à la prévoir si, lors de la signature du présent Acte ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Acte, ou d'adhésion à celui-ci, il notifie ce fait au Secrétaire général.

2) Si la protection est demandée, dans un Etat de l'Union auquel le paragraphe 1) s'applique, en vertu de la législation sur les brevets, ledit Etat peut, nonobstant les dispositions de l'article 6.1)a) et b) et de l'article 8, appliquer les critères de brevetabilité et la durée de protection de la législation sur les brevets aux variétés protégées selon cette loi.

3) Ledit Etat peut, à tout moment, notifier au Secrétaire général le retrait de sa notification faite conformément au paragraphe 1).

(g) the length of the period referred to in Article 8 if such period is longer than the fifteen years and the eighteen years, respectively, referred to in that Article.

Article 36

Territories

(1) Any State may declare in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, or may inform the Secretary-General by written notification any time thereafter, that this Act shall be applicable to all or part of the territories designated in the declaration or notification.

(2) Any State which has made such a declaration or given such a notification may, at any time, notify the Secretary-General that this Act shall cease to be applicable to all or part of such territories.

(3) (a) Any declaration made under paragraph (1) shall take effect on the same date as the ratification, acceptance, approval, or accession in the instrument of which it was included, and any notification given under that paragraph shall take effect three months after its notification by the Secretary-General.

(b) Any notification given under paragraph (2) shall take effect twelve months after its receipt by the Secretary-General.

Article 37

Exceptional Rules for Protection Under Two Forms

(1) Notwithstanding the provisions of Article 2(1), any State which, prior to the end of the period during which this Act is open for signature, provides for protection under the different forms referred to in Article 2(1) for one and the same genus or species, may continue to do so if, at the time of signing this Act or of depositing its instrument of ratification, acceptance or approval or of accession to this Act, it notifies the Secretary-General of that fact.

(2) Where, in a member State of the Union to which paragraph (1) applies, protection is sought under patent legislation, the said State may apply the patentability criteria and the period of protection of the patent legislation to the varieties protected thereunder, notwithstanding the provisions of Articles 6(1)(a) and (b) and 8.

(3) The said State may, at any time, notify the Secretary-General of the withdrawal of the notification it has given under paragraph

Un tel retrait prend effet à la date indiquée par cet Etat dans sa notification de retrait.

Article 38

Limitation transitoire de l'exigence de nouveauté

Nonobstant les dispositions de l'article 6, tout Etat de l'Union a la faculté, sans qu'il en résulte d'obligation pour les autres Etats de l'Union, de limiter l'exigence de nouveauté prévue à l'article susvisé, en ce qui concerne les variétés de création récente existant au moment où ledit Etat applique pour la première fois les dispositions de la présente Convention au genre ou à l'espèce auquel de telles variétés appartiennent.

Article 39

Maintien des droits acquis

La présente Convention ne saurait porter atteinte aux droits acquis soit en vertu des législations nationales des Etats de l'Union, soit par suite d'accords intervenus entre ces Etats.

Article 40

Réserves

Aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 41

Durée et dénonciation de la Convention

- 1) La présente Convention est conclue sans limitation de durée.
- 2) Tout Etat de l'Union peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général. Le Secrétaire général notifie sans délai la réception de cette notification à tous les Etats de l'Union.
- 3) La dénonciation prend effet à l'expiration de l'année civile suivant l'année dans laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général.
- 4) La dénonciation ne serait porter atteinte aux droits acquis, à l'égard d'une variété, dans le cadre de la présente Convention avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 42

Langues; fonctions du depositaire

- 1) Le présent Acte est signé en un exemplaire original en langues

(1). Such withdrawal shall take effect on the date which the State shall indicate in its notification of withdrawal.

Article 38

Transitional Limitation of the Requirement of Novelty

Notwithstanding the provisions of Article 6, any member State of the Union may, without thereby creating an obligation for other member States of the Union, limit the requirement of novelty laid down in that Article, with regard to varieties of recent creation existing at the date on which such State applies the provisions of this Convention for the first time to the genus or species to which such varieties belong.

Article 39

Preservation of Existing Rights

This Convention shall not affect existing rights under the national laws of member States of the Union or under agreements concluded between such States.

Article 40

Reservations

No reservations to this Convention are permitted.

Article 41

Duration and Denunciation of the Convention

(1) This Convention is of unlimited duration.

(2) Any member State of the Union may denounce this Convention by notification addressed to the Secretary-General. The Secretary-General shall promptly notify all member States of the Union of the receipt of that notification.

(3) The denunciation shall take effect at the end of the calendar year following the year in which the notification was received by the Secretary-General.

(4) The denunciation shall not affect any rights acquired in a variety by reason of this Convention prior to the date on which the denunciation becomes effective.

Article 42

Languages; Depositary Functions

(1) This Act shall be signed in a single original in the French.

française, anglaise et allemande, le texte français faisant foi en cas de différences entre les textes. Ledit exemplaire est déposé auprès du Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général transmet deux copies certifiées conformes du présent Acte aux Gouvernements des Etats représentés à la Conférence diplomatique qui l'a adopté et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande.

3) Le Secrétaire général établit, après consultation des Gouvernements des Etats intéressés qui étaient représentés à ladite Conférence, des textes officiels dans les langues arabe, espagnole, italienne, japonaise et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil peut désigner.

4) Le Secrétaire général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Secrétaire général notifie aux Gouvernements des Etats de l'Union et des Etats qui, sans être membres de l'Union, étaient représentés à la Conférence diplomatique qui a adopté le présent Acte, les signatures du présent Acte, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute notification reçue en vertu des articles 34.2), 36.1) ou 2), 37.1) ou 3) ou 41.2) et toute déclaration faite en vertu de l'article 36.1).

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt-trois octobre mil neuf cent soixante-dix-huit.

English and German languages, the French text prevailing in case of any discrepancy among the various texts. The original shall be deposited with the Secretary-General.

(2) The Secretary-General shall transmit two certified copies of this Act to the Governments of all States which were represented in the Diplomatic Conference that adopted it and, on request, to the Government of any other State.

(3) The Secretary-General shall, after consultation with the Governments of the interested States which were represented in the said Conference, establish official texts in the Arabic, Dutch, Italian, Japanese and Spanish languages and such other languages as the Council may designate.

(4) The Secretary-General shall register this Act with the Secretariat of the United Nations.

(5) The Secretary-General shall notify the Governments of the member States of the Union and of the States which, without being members of the Union, were represented in the Diplomatic Conference that adopted it of the signatures of this Act, the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval and accession, any notification received under Articles 34(2), 36(1) and (2), 37(1) and (3) or 41(2) and any declaration made under Article 36(1).

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at Geneva, this twenty-third day of October, one thousand nine hundred and seventy-eight.

De volgende Staten hebben de Herzienne Akte in overeenstemming met artikel 31 ondertekend:

België	23 oktober 1978
Denemarken	23 oktober 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	23 oktober 1978
Frankrijk	23 oktober 1978
Italië	23 oktober 1978
het Koninkrijk der Nederlanden	23 oktober 1978
de Verenigde Staten van Amerika	23 oktober 1978

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland ..	23 oktober 1978
Zuid-Afrika	23 oktober 1978
Zwitserland	23 oktober 1978
Zweden	6 december 1978

D. PARLEMENT

De Akte behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding en goedkeuring zijn voorzien in artikel 32 van de Akte.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Akte zullen ingevolge artikel 33, eerste lid, in werking treden een maand nadat niet minder dan vijf akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding zijn nedergelegd en ten minste drie van bedoelde akten zijn nedergelegd door Staten die Partij zijn bij het Verdrag van 1961.

J. GEGEVENS

De onderhavige Herziene Akte is opgesteld tijdens een van 9 tot en met 23 oktober 1978 te Genève gehouden Diplomatieke Conferentie.

Van het op 2 december 1961 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten, tot herziening van welk Verdrag de onderhavige Akte strekt, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1962, 21 en de vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1962, 117; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1977, 100.

Van de op 10 november 1972 te Genève tot stand gekomen Aanvullende Akte houdende wijziging van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten, welke Akte wordt genoemd in de preambule tot de onderhavige Akte, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1974, 1; zie ook *Trb.* 1977, 101.

Uitgegeven de zesentwintigste april 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW